

Malheureusement pour le libre-échange, la discussion et le débat sérieux que mérite l'important accord binational se font attendre. Les premiers ministres du Manitoba, de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard de même que le chef du NPD de la Saskatchewan refusent de faire ce qu'ils prêchent. Ils refusent un débat sur le libre-échange avec les premiers ministres favorables à l'accord, se contentant plutôt de discuter uniquement avec ceux qui partagent leurs idées un peu biaisées.

**M. le Président:** Je regrette mais je dois interrompre le député, son temps est écoulé.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au premier ministre. Au cours de la fin de semaine le premier ministre et le gouvernement ont cherché encore une fois à semer la dispute entre les régions. De premier ministre qui avait l'habitude de parler de réconciliation nationale, il est devenu premier ministre qui parle de guerre entre régions.

Je voudrais interroger le premier ministre, au sujet d'un passage de son discours dans lequel il parlait de «diverses études montrant que le libre-échange peut faire la même chose pour l'Ouest que ce qu'il fait pour l'Ontario».

La semaine dernière l'ambassadeur adjoint aux questions commerciales, M. Ritchie, a déclaré devant le comité des Communes qu'il n'y a pas d'études. Le gouvernement n'a pas fait d'études en ce sens. Pourquoi le premier ministre persiste-t-il à faire ce genre d'affirmations sans fondement? Nous voulons savoir où se trouvent les études dont il ne cesse de parler qui prouvent l'improvable. Pourquoi le premier ministre continue-t-il de lancer ces fausses accusations, sachant pertinemment qu'il n'y a pas le moindre élément de preuve à l'appui de ses affirmations?

En d'autres termes, Monsieur le premier ministre, du concret?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, il y a eu des rapports à ce sujet rédigés par la Commission royale Macdonald sur les perspectives économiques du Canada et par le Conseil économique. L'Institut Fraser a traité de la question des disparités régionales. L'Institut C.D. Howe a examiné la question très sérieusement.

Je tiens à dire à mon honorable ami que contrairement à ce qu'il dit à propos de «guerre entre régions», pour reprendre ses termes, nous avons bien dit depuis le début que l'accord de libre-échange allait profiter à toutes les régions du Canada: Ouest, Terre-neuve et les autres compris.

En Alberta, j'ai dit: «Je me félicite de la force de cette grande région industrielle qui s'est créée en Ontario, et je sais

### Questions orales

que les Ontariens sont d'abord des Canadiens. Ils veulent que la prospérité qui est la leur devienne celle des autres régions du Canada et qu'elle soit favorisée par d'autres ressources du Canada.»

Voilà un genre de leadership national qui profite à toutes les régions.

#### LE TEXTE DÉFINITIF DE L'ACCORD—LE TRAITEMENT ACCORDÉ À L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Il dit que diverses études ont été faites. Il est regrettable qu'il n'en ait pas fait profiter le responsable des négociations de l'entente commerciale, lequel a déclaré devant le comité qu'aucune étude ne justifiait ces arguments. A mon avis, si le premier ministre a accès à de tels documents, il devrait en faire profiter les membres de l'équipe chargée de négocier l'entente.

Nous voulons poser une autre question au premier ministre. Voilà six semaines que l'entente a été paraphée et nous n'avons pas encore vu le texte définitif de l'offre faite aux Canadiens. Pourtant, le 29 octobre dernier, le gouvernement américain a remis à l'industrie des transports une nouvelle annexe la concernant. Il y est dit que l'industrie américaine des transports jouira des pleins droits en matière de propriété, de contrôle, d'investissement et de création de toutes sortes de services de transport.

● (1420)

Comme le premier ministre le sait sans doute, l'industrie des transports représente l'un de nos principaux employeurs dans l'Ouest. Cette entente anéantira totalement l'industrie du camionnage dans cette région. Comment le premier ministre peut-il autoriser la tenue de nouvelles négociations au sujet d'une annexe portant sur les transports qui aura pour effet d'anéantir l'industrie du camionnage dans l'ouest du Canada? Est-ce ainsi qu'il favorise le développement de l'Ouest, en supprimant l'une de ses principales industries?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon collègue vient de se contredire. Dans l'introduction de sa deuxième question, il prétend que cette entente commerciale va attiser les haines et les divergences régionales, tout en anéantissant et détruisant totalement l'industrie du camionnage dans l'Ouest. C'est une fausseté absolue et incendiaire et mon collègue le sait.

Toutes les régions du pays sont censées profiter de l'entente commerciale et divers groupes d'experts éminents ont examiné la question dans le pays. Ils sont presque unanimes à conclure que le nombre d'emplois augmentera dans tous les secteurs de notre économie.

Pour répondre aux questions de mon collègue au sujet du texte final, il est tout à fait normal qu'il faille un certain temps pour donner une forme juridique à un important document commercial. Nous espérons que le texte définitif...